

2 Politique

Déclaration politique du "Mouvement Ali doit rester" (Madore)

Dénonciation virulente des attaques contre le directeur de Cabinet du chef de l'Etat

E. NDONG-ASSEKO

Libreville/Gabon

«**PARCE** qu'il est de mon devoir de défendre mon champion chaque fois que j'observe qu'il fait l'objet, lui-même ou son directeur de cabinet, d'attaques et d'agressions inutiles de la part de ceux pour qui les réseaux sociaux constituent le meilleur moyen dont il convient de se servir pour agir masqués contre les cibles choisies à dessein et avec le rêve d'atteindre des objectifs». C'est en substance le message livré, hier à la Chambre de Commerce de Libreville, par le président du "Mouvement Ali doit rester" (Madore), Symphore Ekomo-Ekomo. Devant une salle de réunions archi-comble prise d'assaut par plusieurs centaines d'adhérents et sympathisants, le responsable de Madore s'est indigné de ce que «Facebook, Whatsapp, Telegram, Instagram et autre viber... sont devenus les moyens prisés pour nuire et faire mal, non plus forcément par des adversaires politiques classiques (c'est-à-dire l'opposition traditionnelle), mais aussi et de plus en plus par des politiques du même bord qui profitent de ces technologies pour régler des comptes en interne et ainsi détruire ce qui devrait constituer le socle commun, autrement dit l'appartenance à un même parti ou même famille politique à l'exemple de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence».

En observateur averti,



Photo : DR

Le président du Madore, Symphore Ekomo-Ekomo, lors de sa déclaration.

Symphore Ekomo-Ekomo note que ces comportements datent de depuis les ennuis de santé du chef de l'Etat «où tout va dans tous les sens pour créer la confusion dans les esprits des populations, pour distiller de façon permanente et irresponsable de fausses informations et chercher à déstabiliser un pays connu dans la sous-région et le monde comme étant un havre de paix».

Faisant l'historique de ces différentes cabales ourdies contre le chef de l'Etat et ses collaborateurs, le président du Madore rappelle qu'avant l'actuel directeur de Cabinet du président de la République, Brice Lacruche Alihanga, aujourd'hui, ce fut son prédécesseur, Maixent Acrombessi Nkani qui a d'abord essuyé cette fronde abjecte. Pourtant, relève-t-il, «d'une efficacité que peu de personnes parmi ses pourfendeurs ne sauraient lui contester, tant dans l'obéissance aveugle



Photo : DR

...et sympathisants du Madore sont venus nombreux écouter leur leader.

aux instructions du chef de l'Etat que dans le suivi quotidien des grands dossiers engageant le développement du pays et la quiétude des populations, l'actuel DC est plus que jamais sous les feux de la rampe. Et tout y passe : il est étranger (alors que toutes les preuves sont établies qu'il est bel et bien



Photo : DR

Les membres...

Gabonais) ; il veut accéder à la magistrature suprême en profitant des ennuis de santé de son patron et c'est pour cette raison qu'on le voit sur le terrain visiter les chantiers et autres, etc.» Attirant l'attention des uns et des autres, Symphore Ekomo-Ekomo ajoute que «tout cela aurait été simple-

ment amusant si le danger ne portait pas sur la population qu'on veut manipuler». Et de s'interroger : «Quelqu'un peut-il affirmer avoir vu l'actuel directeur de Cabinet en visite de chantiers dans le même temps que son patron sur d'autres par ailleurs ? Quelqu'un est-il en mesure de savoir avec

exactitude la lettre et l'esprit des consignes particulière que le président de la République, actuellement en convalescence, confie spécialement, et parce qu'il a une totale confiance en lui, à son directeur de Cabinet, Monsieur Brice Lacruche Alihanga ? Les réponses sont non.»

Pour la patron du Madore, la déduction est que «le directeur de Cabinet, en bon et loyal soldat qu'il est, agit en toute discipline pour atteindre les objectifs du pouvoir que s'est assignés son mentor, Monsieur le président de la République».

Le président du Madore appelle donc avec insistance à la bonne foi et au sens du devoir des "Pdgestes" et de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence pour se lever et faire échec aux manœuvres qui visent à affaiblir Brice Lacruche Alihanga, car, selon lui, "l'affaiblir, c'est affaiblir celui qui l'a nommé à cette fonction".

Constitution

Le CRPG s'oppose à la proposition de Démocratie nouvelle

Stéphane MASSASSA

Libreville/Gabon

Celle-ci fait état de la modification de l'article 13 de la Loi fondamentale, en souhaitant voir, en cas de vacance au sommet de l'État, la personnalité habilitée à assurer l'intérim, poursuivre le mandat jusqu'à son terme.

LE Cercle Réalités et Perspectives gabonaises (CRPG), une coalition de plusieurs partis politiques se réclamant de l'opposition, a fustigé hier, à la faveur d'une déclaration à la presse, la proposition faite par le Premier secrétaire de Démocratie nouvelle (DN), René Ndemezo'Obiang, lors de la rentrée politique de sa formation, il y a quelques semaines. Laquelle proposition suggère une révision de la Constitution, notamment son article 13



Photo : SM

Les membres du CRPG, au cours de leur déclaration.

relatif à la vacance de pouvoir du président de la République. En effet, lors de leurs assises, les militants de DN avaient, par la voix de leur premier responsable, jugé idéal de revoir la durée de l'intérim, en cas d'indisponibilité définitive du président de la République. Et que celle-ci devrait s'étendre jusqu'au terme du mandat en cours. D'autant plus que, avait estimé René Ndemezo'Obiang, des élec-

tions anticipées, probablement mal organisées dans la précipitation, rendraient un mauvais service au pays, en fragilisant un peu plus son faible tissu économique et social actuel. Toute chose que n'approuvent pas les membres du CRPG qui ont dénoncé, par la voix de leur porte-parole, Thierry d'Argendieu Kombila, la vacuité des arguments politiques avancés par l'actuel président du Conseil économique,



Photo : SM

La presse était présente.

social et environnemental (CESE). Ces derniers estiment que «la proposition d'un intérim permanent par le président du Sénat ou de l'Assemblée nationale est une grande confusion qui viserait à comparer notre système politique actuel à celui de certains pays anglo-saxon où le président de la République élu sous la forme d'un ticket, avec son vice-président, pourrait légitimement être suppléé, en cas d'indisponibilité, par ce

dernier, pour la suite du mandat».

Henri Mbira-Nze, Marcel Robert Tchoreret, Thierry d'Argendieu Kombila et les autres, ont par ailleurs, qualifié cette proposition de Démocratie nouvelle, "d'inopportune", à l'heure où, "le président de la République est en place et assure pleinement ses fonctions". À l'image, ont-ils fait remarquer, "de ses différentes séances de travail avec les

responsables des institutions constitutionnelles, les maires des communes les plus importantes du pays et sa rencontre récemment avec son homologue togolais, Faure Gnassingbé".

Dans le même esprit, ils ont tiré à boulets rouges, sur les membres du mouvement "Appel à agir" pour leurs multiples réclamations de vacance au sommet de l'Etat. Estimant, là aussi, que «la fonction de président de la République au Gabon n'est pas un pouvoir individualisé pour qu'il faille, au regard de ses sentiments politiques à l'égard de la personne qui incarne cette fonction, émettre des opinions pour solliciter des changements majeurs». Ainsi, pour le CRPG, "le pouvoir du président de la République est institutionnalisé et, par conséquent, ne repose pas uniquement sur la personne d'Ali Bongo Ondimba, mais surtout sur un cadre juridique et politique normé".